



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions – TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau
Quebec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

LETTER OF INTEREST
LETTRE D'INTÉRÊT

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Victoria Class Modernization (VCM) / Modernisation de
la classe Victoria
Louis St-Laurent Building (2)
2nd Floor - SC19
455 De la Carrière Blvd
Gatineau
Quebec
K1A 0S5

Title - Sujet MCV projet périscopes Modernisation de la classe-Victoria projet périscopes	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8472-195765/C	Date 2022-12-20
Client Reference No. - N° de référence du client W8472-195765	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$VCM-004-28896
File No. - N° de dossier 004vcm.W8472-195765	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2023-01-30 Heure Normale du l'Est HNE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Dawson, Kirby	Buyer Id - Id de l'acheteur 004vcm
Telephone No. - N° de téléphone (000) 000-0000 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE MGen Georges R. Pearkes Building 101 COLONEL BY DR. OTTAWA Ontario K1A0K2 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date



Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire		Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte
						Destination	FOB/FAM Plant/Usine		
4	VCM Periscopes RFI3	W8472	W8472	1	Each	\$	\$	See Herein – Voir ci-inclus	

Table des matières

ABRÉVIATIONS ET DÉFINITIONS	2
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS.....	3
1. OBJECTIF DE LA PRÉSENTE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS.....	3
2. CONTEXTE	3
3. EXIGENCE D'INTÉGRATION	4
4. INSTRUCTIONS DESTINÉES AUX RÉPONDANTS	4
4.1 <i>Nature de la DDR.....</i>	<i>4</i>
4.2 <i>Nature et format des réponses demandées.....</i>	<i>5</i>
4.3 <i>Coûts associés aux réponses.....</i>	<i>5</i>
4.4 <i>Traitement des réponses.....</i>	<i>5</i>
4.5 <i>Format des réponses</i>	<i>6</i>
4.6 <i>Demandes de renseignements.....</i>	<i>6</i>
4.7 <i>Autorité contractante</i>	<i>7</i>
4.8 <i>Exigences de sécurité</i>	<i>7</i>
4.9 <i>Surveillant de l'équité</i>	<i>7</i>
5. POLITIQUE DES RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES (RIT)	7
5.1 <i>Exigences obligatoires actuelle</i>	<i>8</i>
ANNEXE A – QUESTIONS LIÉES À LA PROPOSITION DE VALEUR DES PÉRISCOPES	10

SIGLES ET DÉFINITIONS

Applications de vidéoconférence : un ensemble d'outils conçus pour la collaboration personnelle et d'entreprise. Les applications de visioconférence sont utilisées pour se connecter aux autres, généralement via Internet, et elles vous permettent de communiquer via l'audio, la vidéo, le texte, le partage de fichiers, le tableau blanc et d'autres fonctionnalités. Les applications couramment utilisées incluent Microsoft Teams et Cisco WebEx.

DDP: demande de proposition.

DDR: demande des renseignements

CIC: capacités industrielles clés

CCS: Système de commandement et de contrôle.

FAC: Forces armées canadiennes.

IA: Intelligence Artificielle

ISDE: Innovation, Sciences et Développement Canada.

MCV: Modernisation de la classe VICTORIA.

MDN: ministère de la Défense nationale.

MRC: Marine royale canadienne.

NSE: Exception de sécurité nationale.

PDF: format de document portable.

PV: Proposition de valeur.

R&D: Recherche et développement

RIT: Retombées Industrielles et Technologiques.

SPAC: Services publics et Approvisionnement Canada.

SVC: sous-marins de classe VICTORIA.

VCC: valeur du contenu canadien.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS (DDR)

POUR LE PROJET DE PÉRISCOPES POUR LA MODERNISATION DE LA CLASSE VICTORIA

1. Objet de la demande de renseignements

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) publie une troisième demande de renseignements (DDR) au nom du ministère de la Défense nationale (MDN) et d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE), afin de recueillir de l'information en vue d'un approvisionnement futur lié projet de périscopes pour la modernisation de la classe Victoria. Les réponses fournies contribueront à définir de manière plus détaillée les exigences de la proposition de valeur (PV) en vertu de la Politique des retombées industrielles et technologiques (RIT), avant la publication d'un cadre d'évaluation proposé dans le cadre d'une ébauche de demande de proposition (DDP)

La présente DDR 3 (version n° 3) vise à :

- Mettre à jour l'industrie sur le PV proposé;
- Recevoir les commentaires de l'industrie sur les questions liées à la proposition de valeur des périscopes contenues à l'annexe A.

La présente DDR peut faire l'objet de modifications. Le cas échéant, ces modifications seront publiées sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement. Le Canada demande aux répondants de consulter les sites Achatsetventes.gc.ca et Canadabuys.canada.ca régulièrement pour vérifier les modifications apportées, le cas échéant.

2. Contexte

La modernisation de la classe Victoria (MCV) permettra aux sous-marins de la classe Victoria (SCV) d'avoir une capacité modernisée et améliorée qui assurera leur pertinence opérationnelle jusqu'au milieu des années 2030. La MCV comprendra un ensemble de projets distincts qui seront gérés individuellement ainsi qu'au sein d'un portefeuille élargi du programme de MCV pour générer la capacité requise par les sous-marins du Canada, comme le décrit la politique de défense du Canada, *Protection, Sécurité, Engagement*. Dans l'ensemble, les résultats de la modernisation feront en sorte que le Canada et ses alliés soient plus forts et plus sûrs :

- a. en améliorant les conditions d'habitabilité et de déploiement à bord des SCV à l'appui des sous-marins de la Marine royale canadienne (MRC);
- b. en plaçant les sous-marins de la classe dans une position leur permettant de contribuer de façon importante aux opérations interarmées des Forces armées canadiennes (FAC) à terre;
- c. en assurant la capacité de survie des SCV contre une menace en évolution dans un espace de combat de plus en plus complexe et changeant.

La présente DDR porte sur le projet de modernisation du périscopes des SCV, qui consiste à remplacer les périscopes de veille et d'attaque du SCV par des périscopes modernes utilisant des systèmes numériques.

La MRC a déterminé qu'il était nécessaire de remplacer les anciens périscopes par des capteurs numériques et des télémètres modernes afin d'améliorer l'efficacité et de réduire la probabilité de détection par les adversaires.

Le système souhaité de périscope de la MCV se compose de périscopes numériques distincts de veille et d'attaque, d'un seul poste de travail pour l'opérateur qui peut être utilisé pour contrôler entièrement l'un ou l'autre des périscopes ou pour effectuer les opérations de levage et d'abaissement et voir les images reçues. En outre, il comprend toutes les interfaces des composants existants du système de combat, comme l'antenne de mesures de soutien électromagnétique et le Système de commandement et de contrôle (CCS).

3. Exigence d'intégration

Le système de périscope de la MCV doit assurer l'interface sans interruption avec les appareils de levage, les presse-étoupes de coque et les guidages à roulement existants, sans que ces éléments conservés aient à être modifiés.

Le Canada peut autoriser, à sa discrétion, la réutilisation des tubes de périscope actuels dans le cadre de ce processus d'approvisionnement. Si le Canada choisit d'autoriser la réutilisation des tubes de périscope actuels, le tiers sous contrat deviendra entièrement responsable de tous les risques associés à la réutilisation des tubes de périscope, y compris de l'intégrité de l'étanchéité des tubes de périscope conformément aux spécifications de conception originales, jusqu'à ce que les périscopes de veille et d'attaque soient retirés pour être éliminés.

4. Instructions à l'intention des répondants

4.1 Nature de la demande de renseignements

La présente DDR n'est ni un appel d'offres ni une demande de propositions (DP). Aucun accord ni contrat fondé sur cette DDR ne sera conclu. La présente DDR ne constitue nullement un engagement de la part du gouvernement du Canada, et elle n'autorise aucunement les éventuels répondants à entreprendre des travaux dont le coût pourrait être réclamé au Canada. La DDR ne doit pas être considérée comme un engagement à lancer une demande de soumissions subséquente ou à attribuer un marché pour les travaux décrits aux présentes.

En outre, la présente DDR n'entraînera pas nécessairement l'achat de l'un ou de l'autre des biens ou des services qui y sont décrits. Tout achat lié à ces systèmes/équipement/services se fera conformément aux politiques uniformisées d'approvisionnement de l'administration fédérale.

Les répondants et les fournisseurs éventuels des biens et des services décrits dans la présente DDR n'ont pas à réserver des stocks ou des installations ni à affecter des ressources en fonction de l'information contenue dans le présent document.

La participation à la présente DDR est encouragée, mais elle n'est pas obligatoire. La présente DDR ne servira pas à établir une liste de fournisseurs éventuels pour les travaux à venir. De plus, la participation à la présente DDR n'est ni une condition ni un préalable pour participer à toute demande de soumissions subséquente.

4.2 Nature et format des réponses demandées

Les répondants doivent fournir un document MS Word, Excel ou PDF. Il est conseillé de ne pas dépasser 6 Mo par réponse.

Les répondants doivent préciser si leur réponse, ou une partie de leur réponse sont assujetties au *Règlement sur les marchandises contrôlées* ou à tout contrôle à l'exportation.

Si les répondants souhaitent fournir plusieurs soumissions ou volumes/versions en réponse à la présente DDR, ils doivent indiquer sur la page couverture du titre de la réponse le numéro d'identification d'Achats et ventes, le numéro du volume/de la version, la dénomination sociale complète du répondant ainsi que le nom, le numéro de téléphone et l'adresse courriel de la personne-ressource du répondant.

En plus des questions posées dans la présente DDR, on demande aux répondants d'émettre leurs commentaires, de faire part de leurs préoccupations et, le cas échéant, de proposer des solutions de rechange et/ou diverses options sur la façon de satisfaire l'exigence d'intégration décrite à la section 3 de la présente DDR. Les répondants doivent indiquer et expliquer les hypothèses/contraintes qui ont orienté leurs réponses.

4.3 Coût des réponses

Le Canada ne remboursera pas les dépenses engagées par les répondants pour répondre à la présente DDR.

4.4 Traitement des réponses

4.4.1 Utilisation des réponses

Les réponses ne feront pas l'objet d'une évaluation officielle. Toutefois, le Canada pourrait les utiliser pour élaborer ou modifier ses stratégies d'approvisionnement ou pour établir les exigences ou les spécifications liées au rendement.

4.4.2 Équipe d'examen

Une équipe d'examen composée de représentants du Canada examinera les réponses, toutefois, celles-ci ne feront pas l'objet d'une évaluation officielle. Le Canada se réserve le droit d'engager des experts-conseils indépendants ou de recourir aux services des ressources du gouvernement ou d'entrepreneurs qu'il juge nécessaires pour examiner les réponses. Canada a retenu les services d'un surveillant de l'équité afin de superviser les différentes étapes du processus d'approvisionnement. Tout expert ou entrepreneur consulté devra signer une entente de non-divulgaration. Les réponses ne seront pas nécessairement toutes examinées par l'ensemble des membres de l'équipe d'examen.

Le Canada examinera toutes les réponses reçues d'ici la date de clôture de la DDR. Cependant, s'il le juge opportun, il pourrait examiner les réponses reçues après la date de clôture.

4.4.3 Confidentialité

Les répondants devraient indiquer, dans les renseignements fournis au Canada, la présence de tout renseignement qu'ils considèrent comme étant exclusifs, de nature

commerciale confidentielle, personnelle ou appartenant à un tiers. Veuillez noter que le Canada pourrait être tenu par la loi (p. ex., en réponse à une demande en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*) de divulguer des renseignements exclusifs ou commercialement de nature délicate au sujet d'un répondant.

4.4.4 Rencontres après l'examen des réponses

À la suite de l'examen des réponses, le Canada pourra convier, s'il le juge opportun, les répondants à des rencontres individuelles pour obtenir des précisions au sujet des renseignements fournis. Ces rencontres peuvent avoir lieu sous forme de rencontres de suivi par une application de vidéoconférence.

Si le Canada exige une rencontre après l'examen des réponses, les frais engagés par les répondants pour leur participation à celle-ci ne seront pas remboursés.

4.5 Format des réponses

Les répondants doivent indiquer l'information suivante dans toutes les données de réponse :

- a. le nom et l'adresse du répondant;
- b. le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse courriel de la personne-ressource du répondant;
- c. la date de présentation;
- d. le numéro de la DDR;
- e. le numéro de version de la présentation.

4.5.1 Système de numérotation

Chaque question a son propre numéro unique. On demande aux répondants de préparer leur réponse en utilisant le système qui correspond à celui de la présente DDR. Les documents descriptifs, les manuels techniques et les brochures accompagnant la réponse doivent respecter ce système.

4.5.2 Présentation

Les répondants doivent envoyer leurs réponses directement à l'autorité contractante de SPAC, figurant à la section 4.7, avant 14 h HNE, le 30 janvier 2023. L'autorité contractante de SPAC accusera réception du document.

Les réponses à la présente DDR ne seront pas retournées.

4.6 Demandes de renseignements

Comme il ne s'agit pas d'une invitation à soumissionner, le Canada ne répondra pas nécessairement par écrit à toutes les demandes de renseignements ni ne distribuera forcément les réponses à tous les fournisseurs éventuels. Toutefois, les répondants qui ont des questions concernant la présente DDR peuvent les transmettre à l'autorité contractante de SPAC. Il est préférable de communiquer par courriel.

Le Canada peut, à sa discrétion, communiquer avec un répondant pour obtenir des précisions sur toute partie de sa réponse.

Toutes les demandes doivent être soumises à l'autorité contractante de SPAC au plus tard sept (7) jours civils avant la date de clôture de la DDR. Pour ce qui est des

demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les documents peuvent être présentés dans l'une ou l'autre des langues officielles du Canada.

4.7 Autorité contractante

L'autorité contractante de SPAC pour le présent contrat est :

Nom : Kirby Dawson
Titre : Chef d'équipe d'approvisionnements
Direction : Direction du maintien en puissance maritime
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Adresse : 455, boulevard de la Carrière, Gatineau (Québec) J8Y 6V7
E-Adresse postale Kirby.Dawson@tpsgc-pwgsc.gc.ca

4.8 Exigences relatives à la sécurité

La présente DDR ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

Au cours des phases ultérieures d'achat des périscopes de la MCV, le Canada se réserve le droit de se prévaloir de l'exception au titre de la sécurité nationale (ESN).

4.9 Surveillant de l'équité

Pour les activités de consultation de l'industrie dans le cadre de ce projet, les services d'un surveillant de l'équité seront retenus. Le surveillant de l'équité fournit aux ministères clients, aux fournisseurs gouvernementaux, au Parlement et aux citoyens canadiens l'assurance, en toute indépendance, que Services publics et Approvisionnement Canada mène ses activités de façon juste, ouverte et transparente.

5.0 Politique des retombées industrielles et technologiques (RIT)

Le Canada mène des consultations auprès des représentants de l'industrie afin d'élaborer une approche qui permettra de retirer des retombées économiques du projet de modernisation des périscopes de la modernisation de la classe Victoria. Le cadre stratégique de la Politique des RIT, y compris la proposition de valeur, peut être appliqué.

La Politique des RIT, y compris la proposition de valeur (PV), s'applique à tous les approvisionnements admissibles de la défense de plus de 100 millions de dollars et visés par l'exception au titre de la sécurité nationale. En outre, les projets d'approvisionnement, dont la valeur se situe entre 20 et 100 millions de dollars, seront examinés aux fins de l'application de la Politique.

Conformément à la Politique des RIT, les entreprises qui obtiennent des contrats d'approvisionnement de matériel de défense sont tenues d'entreprendre au Canada des activités commerciales d'une valeur égale à la valeur du contrat. La Politique des RIT comprend une PV qui exige des soumissionnaires qu'ils se fassent concurrence sur la base des retombées économiques pour le Canada liées à chaque soumission. Les soumissionnaires retenus sont sélectionnés en fonction du prix, du mérite technique et de la PV. Les engagements relatifs à la PV pris par le soumissionnaire retenu deviennent des obligations contractuelles dans le contrat subséquent.

La Politique des RIT vise à appuyer la viabilité à long terme et la croissance du secteur de la défense du Canada; à favoriser la croissance des entrepreneurs principaux, ainsi que des fournisseurs au Canada, y compris celle des petites et moyennes entreprises dans toutes les régions du pays; à stimuler l'innovation au Canada au moyen de la recherche et développement (R&D) ainsi qu'à accroître le potentiel d'exportation des entreprises établies au Canada.

Pour obtenir plus de renseignements sur la Politique des RIT, les propositions de valeur, les capacités industrielles clés (CIC), ainsi que la façon dont la valeur du contenu canadien (CCV) est calculée, consultez le <http://www.ic.gc.ca/eic/site/086.nsf/fra/accueil>.

5.1 Exigences obligatoires actuelles

Dans le cadre de la proposition de soumission au Canada en réponse à une DDP officielle qui sera publiée à une date ultérieure, les exigences obligatoires en matière d'avantages économiques suivantes seront demandées aux soumissionnaires de la DDP :

La proposition doit s'engager à réaliser des transactions de RIT, mesurées en VCC, évaluées à au moins 100 pourcent (100 %) du prix du contrat (y compris les options), à réaliser dans le cadre de la réalisation point final. Pour le soumissionnaire retenu, son engagement à pas moins de 100 pourcent (100 %) deviendra une obligation qui doit être respectée en vertu du contrat.

Le soumissionnaire doit préciser et s'engager à respecter les engagements PV, chacun exprimé en pourcentage du prix du contrat (y compris toute option de contrat), mesuré en VCC.

Le soumissionnaire doit s'engager à atteindre au moins 15 pourcent (15 %) du prix du contrat (y compris les options) dans les transactions de RIT des petites et moyennes entreprises, mesuré en VCC.

Le soumissionnaire doit préciser le prix de sa soumission, taxes incluses et arrondi au dollar le plus près.

Le soumissionnaire doit également s'engager à identifier les transactions à certaines étapes pendant la période de réalisation des RIT comme suit :

- Identifier les transactions qui sont détaillées, entièrement décrites et dont le total est égal à au moins 30 % (30 %) du prix de l'offre, mesuré en VCC ;
- S'engager à identifier, un (1) an après la date d'entrée en vigueur du contrat, des transactions supplémentaires qui sont détaillées, entièrement décrites et portent le total cumulé des transactions identifiées à au moins 60 % (60 %) du prix du contrat (y compris options), mesuré en CCV ;
- Trois (3) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat, le total des transactions n'est pas inférieur à cent pour cent (100 %) du prix du contrat, mesuré en VCC.

Le soumissionnaire doit accepter et se conformer à toutes les conditions générales des RIT.

La proposition de RIT doit également contenir les éléments suivants :

- Plan d'affaires de l'entreprise ;
- Plan de gestion des RIT ;
- Plan de Développement Régional ;
- Plan de développement des petites et moyennes entreprises ;
- Plan Genre et Diversité ;
- Fiches détaillées des Opérations envisagées ;
- Certificat d'exigences obligatoires ; et;
- Certificat de critères cotés RIT obligatoire.

Dans le cadre du PV, les soumissionnaires recevront des points d'évaluation en fonction de leur niveau d'engagement en tant que partie d'une obligation globale de RIT sur le projet, et mesurés en VCC, pour entreprendre des travaux et investir dans des activités spécifiques au sein de l'économie canadienne.

Informés par les réponses initiales des parties prenantes et les études de marché, les piliers du PV et les critères d'évaluation ci-dessous sont pris en compte dans le cadre du PV de ce marché :

Piliers PV proposés	Critères évalués
La défense	Activités dans le secteur de la défense du Canada
Recherche et développement (R&D)	Activités de R&D dans le domaine KIC de l'IA dans le domaine naval
Développement des fournisseurs	Inclusion de fournisseur
Développement des compétences et formation	Activités dans le secteur maritime canadien

Pour plus d'informations sur les agences de développement régional du Canada et leur rôle correspondant dans l'aide à l'industrie, veuillez soumettre une demande à l'autorité contractante.

ANNEXE A – Questions liées à la proposition de valeur des périscopes

1. Critères PV: Défense

Le cadre: Maximiser le travail directement lié à l'approvisionnement en périscopes et maximiser le travail indirect dans le secteur de la défense du Canada.

Rétroaction générale: Il existe une possibilité de motiver l'activité directe de RIT (y compris le soutien en service) en tant que pourcentage d'une obligation de RIT.

- 1.1 La portée des critères pour ce pilier PV est-elle appropriée pour ce projet ? Veuillez fournir votre justification.
- 1.2 Devrait-il y avoir un seuil minimum obligatoire pour l'investissement de la Défense, en pourcentage de la valeur du contrat, pour ce pilier. Veuillez indiquer un pourcentage.
- 1.3 Ce pilier devrait-il avoir une pondération plus élevée que les autres piliers de la VP aux fins d'évaluation ?
- 1.4 Ce pilier devrait-il contenir une notation au prorata ou par points aux fins d'évaluation ? Veuillez fournir votre justification.

2. Critères PV: Recherche et développement

Le cadre: Encourager une collaboration qui mène à des partenariats de R&D solides et productifs avec l'industrie, les universités et les centres de recherche au Canada, en particulier dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) et du traitement des données dans le domaine naval.

Rétroaction générale: La maturité de la solution proposée limite la R&D. Cependant, il existe un intérêt à explorer les opportunités de R&D indirectes liées à l'IA dans le domaine naval.

- 2.1 Quel serait un seuil minimum obligatoire approprié pour les investissements, en pourcentage de la valeur du contrat, pour ce pilier R&D ?
- 2.2 Ce pilier devrait-il contenir une notation au prorata ou par points aux fins d'évaluation ? Veuillez fournir votre justification.
- 2.3 À partir du CIC identifié, existe-t-il des relations spécifiques qui pourraient être exploitées par le biais d'opportunités indirectes potentielles pour soutenir le développement futur de l'entreprise sous-marine au Canada.
 - i. Comment recommanderiez-vous qu'une telle approche soit optimisée aux fins des avantages économiques dans le cadre de la proposition de valeur?

3. Critères PV: Développement des fournisseurs

Le cadre: Étendre, développer et soutenir la chaîne d'approvisionnement canadienne en participant à ce projet.

Rétroaction générale: Les possibilités de participation canadienne à la chaîne d'approvisionnement, tant directes qu'indirectes, existent en fonction de l'analyse du marché et des réponses de l'industrie.

- 3.1 Quel serait un seuil minimum obligatoire approprié pour la participation canadienne à la chaîne d'approvisionnement, en pourcentage de la valeur du contrat, pour ce pilier?
- 3.2 Ce pilier devrait-il contenir une notation au prorata ou par points aux fins d'évaluation? Veuillez fournir votre justification.
- 3.3 Selon vous, l'inclusion de fournisseurs canadiens se ferait-elle principalement par du travail direct ou indirect?

4. Critères PV: Développement des compétences et formation

Le cadre: Développer et maintenir une main-d'œuvre canadienne diversifiée, talentueuse et innovante grâce à la formation interne, aux programmes de bourses, aux stages et aux transferts de technologie au sein du secteur maritime.

Rétroaction générale: Il y a un certain intérêt pour le développement des compétences et la formation, mais des informations limitées ont été fournies dans les réponses à la DDR.

En raison du besoin croissant de compétences dans le secteur maritime canadien, le Canada encouragera les investissements basés sur des augmentations de 200 000 \$ (en VCC) sur un pilier de développement des compétences et de formation.

- 4.1 Quel devrait être le montant maximal en dollars dans le cadre de ces critères ? Veuillez fournir votre justification.
- 4.2 Ce pilier devrait-il contenir une notation au prorata ou par points aux fins d'évaluation ? Veuillez fournir votre justification.
- 4.3 À votre avis, quelle serait la portée la plus percutante des investissements dans le développement des compétences et la formation dans le secteur maritime canadien (par exemple : services professionnels - génie/architecture maritime ; métiers ; groupes sous-représentés, autres) ?